

**Séance ordinaire du  
mardi 3 avril 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Sécurité publique**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Thibault RASSAT.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Programme de Vidéoprotection Urbaine  
Année 2018**

La politique de sécurité développée au sein de la commune de Montpellier s'est caractérisée depuis le début du mandat par le renforcement d'une police territoriale de proximité et le développement d'un programme ambitieux de vidéoprotection.

Cette politique se construit au quotidien par la coordination et l'association d'un certain nombre d'acteurs, de services, de moyens matériels, et de technologies afin de répondre aux différents enjeux qui s'imposent à un territoire communal tel que Montpellier.

Par ses investissements soutenus en moyens humains et matériels, la Ville de Montpellier trouve aujourd'hui tout naturellement sa place dans les villes expérimentales de la Police de Sécurité au Quotidien.

Ainsi, la vidéoprotection s'affirme désormais comme une technologie complémentaire à la gestion des espaces, des voiries et des équipements publics.

Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Au cours de l'année 2017, le Centre de Supervision Urbaine a traité 7531 affaires donnant lieu à 4671 interventions, 575 interpellations et 503 réquisitions d'images de la part des services de police ou de gendarmerie.

Par ailleurs, le Centre de Supervision Urbaine assure en permanence la surveillance en continu du tunnel de la Comédie, pour le compte de la Métropole, et contribue à la fluidité de la circulation par le biais de la vidéoverbalisation introduite depuis février 2016.

La continuité du développement, proposée à l'occasion de cette année 2018 répond d'un diagnostic partagé avec les services de la Direction Départementale de la Sécurité Publique, conforté des demandes formulées par les administrés.

C'est à partir de cet état des lieux que les choix d'installation ou de renforcement de la vidéoprotection sont formulés.

Il est donc proposé, pour cette année une extension du réseau de vidéoprotection urbaine par l'implantation de 18 nouvelles caméras sur les secteurs suivants, et par thématique :

Plan d'aménagement du quartier Figuierolles	Rue du Faubourg Figuerolles	Entre Salengro et Gambetta
		Rue du Père Bonnet, Square du Père Bonnet
		Ecole maternelle docteur Roux, Rue de la Fontaine Saint Berthomieu,
	Place Bouschet de Bernard	Boulevard Renouvier, Rue Adam de Craponne
	Rue Daru	
Plan d'aménagement du quartier Boutonnet	Place Emile Combes	Rue Proudhon
	Rue Lakanal	Rue Francis Garnier
	Place Henri Krasucki	Rue du Faubourg Boutonnet
	Avenue Saint Charles	Avenue Chancel (proximité station Philippidès)
	Station tram Boutonnet	Proximité Cité U
Centralités urbaines / Renforcement d'équipements	Secteur Ecusson	Sortie tunnel Comédie, allée de la Citadelle
		Rue Saint Guilhem, Rue de l'Ancien Courrier
	Secteur Mosson	Rue de Malbsoc
		Parc Malbosc, Avenue Aglaé Adanson,
	Cité Astruc	Arrêt tram Astruc, Avenue de Lodève, Rue de Clémentville
	Secteur Saint Martin	Avenue des Prés d'Arènes, Rue des Catalpas
		Avenue du maréchal Leclerc, Rue du Grau
		Avenue du Maréchal Leclerc, Avenue Albert Dubout

A ce jour et après approbation du programme 2018, le nombre de caméras sur l'espace public sera porté à 332.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De valider le programme de vidéoprotection urbaine 2018, à savoir l'implantation de 18 nouvelles caméras ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment une subvention du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat ;

- De déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 avril 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180403-31007-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 13/04/18  
Réception en Préfecture : 13/04/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.